



Périgueux, le 14 juin 2018

A Madame Anne-Gaëlle BAUDOUIN-CLERC
Préfète de la Dordogne

Madame La Préfète,

Loin de retomber, le mécontentement des millions de retraités s'accroît dans le pays contre la réduction arbitraire des pensions. Nous l'avons encore vérifié sur les marchés de la Dordogne ces deux derniers mois. Près de 3000 retraités ont signifié leur colère sur les pétitions papier et en ligne. Après des années de disette, la hausse de la CSG pour une grande majorité de retraités, a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

Cette hausse de la CSG a quelque chose d'odieux, dans la mesure où le pouvoir politique tente de faire passer l'idée qu'il faut réduire le pouvoir d'achat des retraités pour augmenter le salaire des actifs d'un petit 1%, sans que cela ne coûte un seul centime à leurs exploiters. En effet, la hausse de la CSG imposée aux retraités est revendiquée par Emmanuel Macron et son gouvernement pour supprimer la part de cotisation des salariés pour le chômage et la maladie. Mais, comme les retraités n'y ont plus droit, les faire cotiser pour le chômage est incongru et probablement illégal. Les 9 organisations de retraités, en appelant à la nouvelle journée d'action ce jour, demandent : « une loi de finance rectificative » pour l'exécution du budget de l'année 2018 afin de ne pas faire prendre en charge par la CSG, des dépenses qui étaient alimentées jusque-là par des cotisations chômage et maladie. Démarche, d'autant plus pertinente que le Conseil d'État vient de censurer plusieurs articles majeurs d'un nouveau projet gouvernemental d'assurance chômage en rappelant que la cotisation est la base du financement de la protection sociale. En conséquence, il demande au gouvernement de s'interroger sur le remplacement des cotisations par l'impôt.

Dans son entretien accordé à TF1 le 12 avril dernier, le Président de la République a remercié les retraités qu'il a spoliés. Sa tentative de faire oublier les propos méprisants que ses ministres et lui-même ont tenus, n'a pas eu l'effet escompté, bien au contraire. Si cela ressemble à de la gratitude, pour lui pas question de revenir sur la ponction opérée sur leurs revenus. Il a dit « je respecte les peurs (..) Mais le fait que les gens soient mécontents, ne m'arrête pas ». Traduction : « j'ai besoin de vous » sous-entendu : les retraités seraient des ingrats et égoïstes de ne pas répondre à son aide à l'appel. Les retraités en ont assez d'être accusés de nantis et de privilégiés. Exaspérés, ils ne céderont pas au chantage !

Emmanuel Macron et son gouvernement obéissent aux injonctions des marchés financiers, en réduisant les impôts sur les bénéfices des entreprises, alors que les profits sur l'exercice 2017 se sont envolés tandis que les PDG, les très hauts cadres et les banquiers n'en finissent pas de s'attribuer des bonus en tous genres. Et, ils favorisent les plus riches en prétendant agir pour

le bien de l'économie du pays. Rien ne vient confirmer la justesse de cette politique, les inégalités se creusent dangereusement et les perspectives économiques sont toujours aussi sombres.

Selon l'observatoire français de la conjoncture économique: "les 2% les plus riches captent 42% des gains à attendre de la mise en place des mesures du gouvernement Macron". Les ménages les plus aisés devraient profiter pleinement des réformes sur la fiscalité du capital mobilier (transformation de l'impôt sur la fortune en impôt sur la fortune immobilière, mise en place d'un prélèvement forfaitaire unique de 30%). En revanche, les ménages les plus pauvres verront leur niveau de vie se réduire d'ici là car les revalorisations des minima sociaux prévues fin 2018 "ne compensent pas les hausses de la fiscalité indirecte" sur le tabac et l'énergie cette année

En même temps qu'il tente d'imposer un traitement discriminatoire aux retraités, Emmanuel Macron dit vouloir réformer et unifier les systèmes de retraite afin que, selon lui, « chaque euro cotisé donne les mêmes droits acquis pour tous » au moment de la retraite. Mais il s'est attaqué en janvier 2018 à ces droits acquis par 16 millions de retraités via les cotisations versées durant une vie de travail.

Nous considérons en effet que la politique d'Emmanuel Macron et de son gouvernement, porte gravement atteinte aux intérêts des salariés, des sans emploi, des retraités et des jeunes en formation. Il n'est pas un secteur d'activité qui ne soit touché. Cette politique enfonce notre société dans une régression qui aliène l'avenir des actifs, des anciens comme des nouvelles générations.

Pour la mettre en œuvre, le pouvoir exerce en permanence un chantage qui vise à opposer les différentes catégories de salariés entre elles, les salariés aux retraités, les jeunes aux anciens. Cette démarche est source de tensions et fait courir le risque d'un délitement de notre société, d'une désagrégation des liens sociaux et de la solidarité qui ont permis tout au long de notre histoire de répondre aux défis auxquels la France a dû faire face.

Sachez, Madame La Préfète, que les retraités ne céderont pas et ne lâcheront rien !